Création d’une coalition pour intensifier les actions destinées à prévenir le changement climatique et à résoudre ce problème

Pendant la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques tenue à Bali, en Indonésie, en décembre 2007, un certain nombre de mouvements et de groupes sociaux ont convenu de former une coalition dénommée Climate Justice Now! pour améliorer l’échange d’informations et la coopération entre eux et avec d’autres organisations, afin d’intensifier les actions destinées à prévenir le changement climatique et à résoudre ce problème.

Les membres de cette coalition sont Carbon Trade Watch, Transnational Institute ; Center for Environmental Concerns ; Focus on the Global South ; Freedom from Debt Coalition, des Philippines ; Les Amis de la Terre International ; Gender CC – Women for Climate Justice, Coalition mondiale des forêts ; Global Justice Ecology Project ; International Forum on Globalization ; Kalikasan-Peoples Network for the Environment (Kalikasan-PNE) ; La Vía Campesina ; des membres du Groupe de Durban pour la Justice climatique ; Oilwatch ; Pacific Indigenous Peoples Environment Coalition, Aotearoa/Nouvelle-Zélande ; Sustainable Energy and Economy Network ; The Indigenous Environmental Network ; Réseau du Tiers Monde ; Walhi/Les Amis de la Terre Indonésie ; Mouvement mondial pour les forêts tropicales.

Le 14 décembre, la coalition a publié la déclaration suivante :

« Au cours de la Conférence sur le Climat de l’ONU, les activistes d’organisations et de mouvements sociaux du monde entier ont porté la lutte pour la justice sociale, écologique et de genre aux salles de négociation et aux rues de Bali.

À l’intérieur et à l’extérieur du centre des conventions, les activistes ont réclamé des politiques et des pratiques qui protègent les moyens d’existence et l’environnement.

Des dizaines d’événements parallèles, de rapports, de manifestations spontanées et de conférences de presse ont été l’occasion d’exposer la fausseté des solutions au changement climatique, telles que la compensation des émissions, le commerce d’émissions, les agrocarburants, le libre-échange et la privatisation, proposées par les gouvernements, les institutions financières et les entreprises multinationales.

Les communautés affectées, les peuples autochtones, les femmes et les paysans ont exigé des solutions réelles à la crise climatique, des solutions qui n’ont pas bénéficié de l’attention des dirigeants politiques. Parmi ces solutions authentiques figurent :

* la réduction de la consommation ;

* d’importants transferts économiques des pays du Nord vers ceux du Sud – sur la base de leur responsabilité historique et de leur dette écologique – destinés à payer les coûts de l’atténuation et de l’adaptation, et obtenus en réduisant les budgets militaires, par de nouveaux impôts et par l’annulation de la dette ;

* laisser les combustibles fossiles sous terre et investir dans l’efficacité énergétique et les énergies renouvelables, sûres, propres et administrées par les communautés ;

* une conservation des ressources fondée sur les droits, qui respecte les droits territoriaux des autochtones et qui favorise la souveraineté populaire sur l’énergie, les forêts, la terre et l’eau ;

* l’agriculture familiale durable et la souveraineté alimentaire des peuples.

Dans les négociations, les pays riches industrialisés ont exercé des pressions injustifiables sur les gouvernements du Sud pour que ces derniers s’engagent à réduire leurs émissions. Simultanément, ils ont refusé de respecter leurs obligations légales et morales de réduire drastiquement leurs émissions et de soutenir les initiatives prises par les pays en développement pour réduire les leurs et s’adapter aux effets du changement climatique. Une fois de plus, on oblige la majorité à payer pour les excès de la minorité.

Au vu des résultats des négociations officielles, l’élan donné au mouvement mondial pour la justice climatique est le principal succès de Bali.

Nous allons poursuivre notre lutte, non seulement dans les négociations mais aussi sur le terrain et dans les rues : nous voulons la justice climatique, tout de suite ! »